



Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20.
Arretrato centesimi 40.

Le associazioni si ricevono in F. dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		L. 46	24	13
Swizzera		L. 58	31	17
Italia (franco ai confini)		L. 52	27	15

FIRENZE, Venerdì 3 Maggio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	45	27
Inghilterra, Belgio, Austria, e Germania		L. 112	64	35
Id.		L. 82	44	24
Rendiconti ufficiali del Parlamento		L. 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 8665 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulgiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione al Trattato di pace stato concluso tra l'Italia e l'Austria, sottoscritto a Vienna il tre ottobre mille ottocento sessantasei, e le cui ratificazioni furono ivi scambiate addì dodici ottobre mille ottocento sessantasei.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data in Firenze, li venticinque del mese di aprile l'anno del Signore mille ottocento sessantasette.

VITTORIO EMANUELE.

P. Di CAMPELLO.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.
Un Trattato di pace essendo stato concluso tra Noi e S. M. l'Imperatore d'Austria, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritto a Vienna addì tre del mese di ottobre di quest'anno mille ottocento sessantasei;

Trattato del tenore seguente:

Annunzio della Trés-sainte e indivisibile Trinité.
Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant résolu d'établir entre leurs Etats respectifs une paix sincère et durable;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant cédé à Sa Majesté l'Empereur des Français le Royaume Lombardo-Vénitien; Sa Majesté l'Empereur des Français de son côté s'étant déclaré prêt à reconnaître la réunion dudit Royaume Lombardo-Vénitien aux Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, sous réserve du consentement des populations dûment consultées: Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Louis Frédéric comte Menabrea, Sénateur du Royaume, Grand Cordon de l'Ordre militaire de Savoie, Chevalier de l'Ordre du mérite civil de Savoie, Grand Officier de l'Ordre des Sts. Maurice et Lazare, décoré de la Médaille d'or à la valeur militaire, Lieutenant Général, Commandant Général du Génie à l'armée et Président du Comité de l'Armée, etc. etc. etc.;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le sieur Félix comte Wimpfen, Son Chambellan actuel, Envoyé et Ministre Plénipotentiaire en mission extraordinaire, etc. etc. etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Leurs Héritiers et Successeurs, Leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre italiens et autrichiens seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche consent à la réunion du Royaume Lombardo-Vénitien au Royaume d'Italie.

Art. 4. La frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du Royaume Lombardo-Vénitien.

Une Commission militaire instituée par les deux Puissances contractantes sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Art. 5. L'évacuation du territoire cédé et déterminé par l'article précédent commencera immédiatement après la signature de la paix et sera terminée dans le plus bref délai possible, conformément aux arrangements concertés entre les commissaires spéciaux désignés à cet effet.

Art. 6. Le Gouvernement Italien prendra à sa charge:

1° La partie du Monte Lombardo-Veneto qui est restée à l'Autriche en vertu de la Convention conclue à Milan en 1860 pour l'exécution de l'article 7 du Traité de Zurich;

2° Les dettes ajoutées au Monte Lombardo-Veneto depuis le 4 juin 1859 jusqu'au jour de la conclusion du présent Traité;

3° Une somme de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, pour la partie de l'emprunt de 1854 affectée à la Vénétie et pour le prix du matériel de guerre non transportable. Le mode de paiement de cette somme de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, sera, conformément au précédent du Traité de Zurich, déterminé dans un article additionnel.

Art. 7. Une Commission composée des délégués de l'Italie, de l'Autriche et de la France procédera à la liquidation des différentes catégories énoncées dans les deux premiers alinéas de l'article précédent en tenant compte des amortissements effectués et des biens, capitaux de toute espèce, constituant les fonds d'amortissement.

Cette Commission procédera au règlement définitif des comptes entre les Parties contractantes et fixera le temps et le mode d'exécution de la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.

Art. 8. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie succède aux droits et obligations résultant des contrats régulièrement stipulés par l'Administration Autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 9. Le Gouvernement Autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les habitants du territoire cédé, par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations. De même les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses du territoire cédé, seront exactement remboursés par le Gouvernement Italien.

Art. 10. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le Gouvernement Autrichien sur le territoire cédé dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée et nommément les concessions résultant des contrats passés en date du 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

Le Gouvernement Italien reconnaît et confirme également les dispositions de la Convention passée le 20 novembre 1861 entre l'Administration Autrichienne et le Conseil d'Administration de la Société des chemins de fer d'Etat du Sud lombardo-vénitiens et central-italiens, ainsi que la Convention passée le 27 février 1866 entre le Ministère Impérial des finances et du commerce et la Société autrichienne du Sud.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité le Gouvernement Italien est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le Gouvernement Autrichien des Conventions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au Gouvernement Autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au Gouvernement Italien.

Les paiements qui restent à faire sur la somme due à l'Etat par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équi-

valent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le Trésor autrichien. Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'Etat, qui n'auraient pas encore été acquittés, seront payées par le Gouvernement Autrichien, et, pour autant qu'ils y sont tenus en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du Gouvernement Autrichien.

Art. 11. Il est entendu que le recouvrement des créances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du contrat du 14 mars 1865 ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire cédé. Le Gouvernement Italien s'engage de son côté à donner tous les renseignements qui pourraient être demandés, à cet égard, par le Gouvernement Autrichien.

Art. 12. Afin d'étendre aux chemins de fer de la Vénétie les prescriptions de l'article 15 de la Convention du 27 février 1866, les Hautes Puissances contractantes s'engagent à stipuler aussitôt que faire se pourra, de concert avec la Société des chemins de fer du Sud autrichiens, une Convention pour la séparation administrative et économique des groupes des chemins de fer vénitiens et autrichiens.

En vertu de la Convention du 27 février 1866 la garantie que l'Etat doit payer à la Société des chemins de fer autrichiens du Sud devra être calculée sur la base du produit brut de l'ensemble de toutes les lignes vénitiennes et autrichiennes constituant le réseau des chemins de fer du Sud autrichiens actuellement concédé à la Société. Il est entendu que le Gouvernement Italien prendra à sa charge la partie proportionnelle de cette garantie qui correspond aux lignes du territoire cédé, et que pour l'évaluation de cette garantie on continuera à prendre pour base l'ensemble du produit brut des lignes vénitiennes et autrichiennes concédées à ladite Société.

Art. 13. Les Gouvernements d'Italie et d'Autriche, désireux d'étendre les rapports entre les deux Etats, s'engagent à faciliter les communications par chemins de fer et à favoriser l'établissement de nouvelles lignes pour relier entre eux les réseaux italien et autrichien.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique promet en outre de hâter autant que possible l'achèvement de la ligne du Brenner destinée à unir la vallée de l'Adige avec celle de l'Inn.

Art. 14. Les habitants ou originaires du territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'Autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits, et de se retirer avec leurs familles dans les Etats de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire cédé.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé établis dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Les individus qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les individus originaires du territoire cédé qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors du territoire de la Monarchie Autrichienne.

Leur déclaration pourra être reçue par la Mission autrichienne la plus voisine ou par l'Autorité supérieure d'une province quelconque de la Monarchie.

Art. 15. Les sujets lombardo-vénitiens faisant partie de l'armée autrichienne seront immédia-

tement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique seront libres de le faire et ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien qui manifesteront l'intention de rester au service de l'Autriche.

Les employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien auront le choix, soit de rester au service de l'Autriche, soit d'entrer dans l'Administration Italienne, auquel cas le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage, soit à les placer dans des fonctions analogues à celles qu'ils occupaient, soit à leur allouer des pensions dont le montant sera fixé d'après les lois et règlements en vigueur en Autriche.

Il est entendu que les employés dont il s'agit seront soumis aux lois et règlements disciplinaires de l'Administration Italienne.

Art. 16. Les officiers d'origine italienne, qui actuellement se trouvent au service de l'Autriche, auront le choix, ou de rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, ou d'entrer dans l'armée de Sa Majesté le Roi d'Italie avec les grades qu'ils occupent dans l'armée autrichienne, pourvu qu'ils en fassent la demande dans le délai de six mois à partir de l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 17. Les pensions tant civiles que militaires régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques du Royaume Lombardo-Vénitien continueront à rester acquises à leurs titulaires et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir par le Gouvernement de Sa Majesté Italienne.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements, acquittés jusqu'en 1814 par le Gouvernement des provinces lombardo-vénitiennes de cette époque, sont alors tombés à la charge du Trésor autrichien.

Art. 18. Les archives des territoires cédés contenant les titres de propriété, les documents administratifs et de justice civile, ainsi que les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Venise, seront remis dans leur intégrité aux commissaires qui seront désignés à cet effet, auxquels seront également consignés les objets d'art et de science spécialement affectés au territoire cédé.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires autrichiens, qui peuvent se trouver dans les archives du territoire cédé, seront remis dans leur intégrité aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Les Gouvernements d'Italie et d'Autriche s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des Autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatives à des affaires concernant à la fois le territoire cédé et les pays contigus.

Ils s'engagent aussi à laisser prendre copie authentique des documents historiques et politiques qui peuvent intéresser les territoires restés respectivement en possession de l'autre Puissance contractante, et qui, dans l'intérêt de la science, ne pourront être séparés des archives auxquelles ils appartiennent.

Art. 19. Les Hautes Puissances contractantes s'engagent à accorder réciproquement les plus grandes facilités douanières possibles aux habitants limitrophes des deux pays pour l'exploitation de leurs propriétés et l'exercice de leurs industries.

Art. 20. Les Traités et Conventions qui ont été confirmés par l'article 17 du Traité de paix signé à Zurich le 10 novembre 1859 rentreront provisoirement en vigueur pour une année, et seront étendus à tous les territoires du Royaume d'Italie. Dans le cas où ces Traités et Con-

ventions ne seraient pas dénoncés trois mois avant l'expiration d'une année à partir de l'échange des ratifications, ils resteraient en vigueur, et ainsi d'année en année.

Toutefois les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre dans le terme d'une année ces Traités et Conventions à une révision générale afin d'y apporter d'un commun accord les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

Art. 21. Les deux Hautes Puissances contractantes se réservent d'entrer, aussitôt que faire se pourra, en négociations pour conclure un Traité de commerce et de navigation sur les bases les plus larges pour faciliter réciproquement les transactions entre les deux pays.

En attendant, et pour le terme fixé dans l'article précédent, le Traité de commerce et de navigation du 18 octobre 1851 restera en vigueur et sera appliqué à tout le territoire du Royaume d'Italie.

Art. 22. Les princes et les princesses de la Maison d'Autriche, ainsi que les princesses qui sont entrées dans la Famille Impériale par voie de mariage, rentreront, en faisant valoir leurs titres, dans la pleine et entière possession de leurs propriétés privées, tant meubles qu'immeubles, dont ils pourront jouir et disposer sans être troublés en aucune manière dans l'exercice de leurs droits.

Sont, toutefois, réservés tous les droits de l'Etat et des particuliers à faire valoir par les moyens légaux.

Art. 23. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche déclarent et promettent que, dans leurs territoires respectifs, il y aura pleine et entière amnistie pour tous les individus compromis à l'occasion des événements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour. En conséquence, aucun individu de quelque classe ou condition qu'il soit ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou sa propriété ou dans l'exercice de ses droits en raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne le trois du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante six.

(L. S.) MENABREA.

(L. S.) WIMPFFEN.

Article additionnel.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage envers le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer le paiement de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, équivalant à quatre-vingt sept millions cinq cent mille francs, stipulés par l'art. 6 du présent Traité, dans le mode et aux échéances ci-après déterminées.

Sept millions seront payés en argent comptant moyennant sept mandats ou bons de Trésor à l'ordre du Gouvernement Autrichien, chacun d'un million de florins, payables à Paris au domicile d'un des premiers banquiers ou d'un établissement de crédit de premier ordre, sans intérêts, à l'expiration du troisième mois à dater du jour de la signature du présent Traité, et qui seront remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le paiement de vingt-huit millions de florins restant aura lieu à Vienne en argent comptant moyennant dix mandats ou bons de Trésor à l'ordre du Gouvernement Autrichien, payable à Paris à raison de deux millions huit cent mille florins, valeur autrichienne, chacun, échéants de deux en deux mois successifs. Ces dix mandats ou bons de Trésor seront de même remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le premier de ces mandats ou bons de Trésor

APPENDICE

CORRIERE DI FIRENZE

La terra e il sole — La civiltà dei barbari — E viceversa — Francesco Pizzarro — Una storia vecchia — Che par sempre nuova — Un peruviano d'oggi — E i peruviani d'altri tempi — La pittura italiana e la scultura alla Mostra universale di Parigi — Ussi — Dupré — Vela — Magni — Coraggio e avanti — La musica classica in Firenze — Il popolo e le arti — Si ritorna sulla civiltà e la barbarie — Il tesoro delle nazioni — Poesia.

Una vasta contrada americana, amareggiata dal sole, prediletta dalla natura, si stende lungo l'Oceano Pacifico, ed è compresa quasi tutta fra l'equatore e il tropico; è contrada di foreste e di laghi, di pianure fertillissime dove crescono rigogliosi i palmizi ed i cedri, e formata nella prima metà del secolo XVI un impero indipendente sotto lo scettro di Atahualpa, ultimo discendente di Manco-Capac, e ultimo Inca.

I Peruviani, come tutti sanno, adoravano il sole, e nonostante, vedete caso, erano saliti a

un grado di civiltà e di potenza, quale forse non trovi riscontro fra le nazioni più civili e potenti dei tempi nostri che tengono il sole come la lampa maggior del firmamento e non per altro. Le loro istituzioni politiche e civili, i monumenti, le fortezze, le strade superbe, lunghe per fino 2000 chilometri, i vasi, le vesti, le armi e gli ornamenti fanno buona testimonianza della loro passata grandezza. Nella quale è da credere che si sarebbero mantenuti ancora per molti secoli, se Francesco Pizzarro non si fosse preso la scesa di testa di recarsi a suo gran disagio dalla Spagna nel Perù per mettersi ogni cosa a squadrone, sotto lo specioso pretesto di portarvi una civiltà della quale non sentivano punto il difetto.

Dire qui quale fosse il Pizzarro e quale Carlo V che lo nominava, lui figlio di una donna di mal affare, viceré delle terre che egli stesso aveva scoperto, mi menerebbe per avventura troppo in lungo. E poi qui non si tratta di ritessere la storia della conquista del Perù, che potete leggere magistralmente descritta nei libri del Prescott. Mi basta però notare per l'assunto mio che in sette anni la conquista fu compiuta, l'esercito peruviano debellato, e Atahualpa l'ultimo Inca fatto prigioniero. Il quale,

nobilmente altero, ricusando sottomettersi agli oppressori della sua patria e convertirsi alla religione che volevano imporgli, fu da essi barbaramente ucciso. Ma prima di ucciderlo, così legato com'era, lo vollero battezzare, e dopo morto quasi a scherno ne celebrarono i funerali in un tempio indiano convertito all'improvviso al nuovo culto. A questi funerali, secondo narrano le storie, volle assistere lo stesso Pizzarro col fiore dei suoi ufficiali e con cinque Domenicani che l'avevano seguito nell'ardita impresa. A un tratto in mezzo al salmodiare e alle pratiche del mortorio, uno stuolo di donne desolate e piangenti irrompe nel tempio, e turba la cerimonia. Erano le sorelle e le mogli dell'assassinato Inca, le quali seguendo il costume del paese venivano a implorare dai crudeli vincitori di essere esse pure sacrificate insieme al marito e al fratello adorato, per salire con esso lui alle magioni superne nell'incantevole soggiorno degli spiriti beati. A nulla valendo l'ammonirle che il defunto monarca essendo morto nella religione cristiana, tale sacrificio tornava nonchè inutile, abborrito, i guerrieri spagnuoli dovettero cacciare a forza dal tempio.

È questo il momento che un peruviano de' nostri tempi, il signor Montero, ritrasse in un'am-

pia tela, esposta fino a ieri alla curiosità del pubblico fiorentino.

L'interno del tempio dove si compie la funzione religiosa. Alla destra del riguardante si vede il catafalco dove giace il cadavere di Atahualpa; attorno ai monaci che orano e spandono incenso dai turiboli. Francesco Pizzarro, in maestoso atteggiamento, sta ritto, a capo scoperto, al lato superiore del catafalco, guardando impassibile i suoi soldati allontano a viva forza le donne, le quali tentano invano aprirsi una via fino all'amato defunto. Lo spettacolo miserando fu rappresentato dal signor Montero con evidenza molta, e il vario atteggiamento de' numerosi personaggi, e l'espressione dei loro volti rendono al vivo i sentimenti diversi onde ciascuno di essi era dominato.

Della parte che suol dirsi tecnica del dipinto, noi non ci faremo a notare i pregi nè i difetti, perchè non ci stimiamo competenti a portarne giudizio retto. Ben ci piace osservare che come fu bene scelto il momento, così fu nell'effetto generale egregiamente rappresentato. Se poi scendendo alle particolarità dovessimo indicare delle molte figure quelle che ci parvero meglio condotte, non potremmo lasciare inosservata la imponente figura del conquistatore, quella del

frate in abiti pontificali, e l'altro che levati gli occhi d'in sul breviario che tiene aperto dinanzi, li volge con tranquilla curiosità verso il punto dov'è maggiore il parapiglia.

Con che non vuole asserirsi che le altre parti del dipinto sieno trascurate; chè anzi in tutte si rivela, se non altro, l'amor grande che possiede l'artista nell'opera sua. — La quale se come pare è destinata ad ornare la residenza del governo peruviano, farà bella testimonianza in quelle regioni del valore non solo del signor Montero, ma si ancora del suo amore per le glorie nazionali. Dappoiché non si possa revocare in dubbio che la caduta di quel popolo generoso non fosse senza gloria, e che despotismo per despotismo non fosse da preferir quello dell'Inca, perfidamente trucidato perchè volle e seppe difendere l'indipendenza del suo paese fino all'ultimo anelito, a quello del feroce avventuriero, mosso da sconfinata ambizione e dall'avidità dell'oro onde le nuove terre ribocavano.

Intanto che un peruviano ottiene nell'approvazione del pubblico di Firenze il meritato guiderdone de' suoi studi, un fiorentino, come fu già notificato in questo giornale, riporta a Parigi il premio maggiore assegnato alla pittura nelle sale dell'Esposizione universale. Il profes-

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

CAMERA DEI DEPUTATI

Nella tornata di ieri si continuò la discussione dello schema di legge riguardante le imposte sulla ricchezza mobile e sulla entrata fondiaria: alla quale presero parte i deputati Sormani-Morotti, Sandonini, Cancellieri, Comin, Monti Coriolano, Lovito, Salaris, Lanza Giovanni, Minghetti, Mellana, Rega, Bertea, Sprovieri, Nervo, Cappellari, il relatore Accolla e il Regio commissario Finali.

Si deliberò per voto pubblico sopra un emendamento proposto dal deputato Rega e da altri, che venne respinto con voti 203 e 62 favorevoli. Si approvò l'art. 1° della legge.

Commissione permanente per l'esame dei decreti Regi registrati dalla Corte dei conti con riserva, nominata dagli uffici della Camera il 2 maggio 1867.

Commissari: Ufficio 1° Ferracciù — 2° Sandonini — 3° Marolda — 4° Salvagnoli — 5° Robecchi — 6° La Porta — 7° Macchi — 8° Silvani — 9° Botta.

Commissioni nominate dagli uffici della Camera dei deputati.

Progetto di legge n. 25. — Modificazioni al decreto 23 dicembre 1865, n. 2672, sulla costituzione del sindacato dei mediatori presso le Borse di commercio.

Commissari: Ufficio 1° Fenzi — 2° Briganti-Bellini Giuseppe — 3° Bembo — 4° Marzullo — 5° Maldini — 6° Piccardi — 7° Michelini — 8° Corini — 9° Mazzotti.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Camera dei Comuni, seduta del 29 aprile:

Il signor Horsman chiede al lord segretario di Stato per gli affari esteri se può far parte alla Camera di certe disposizioni prese per una conferenza a Londra onde esaminare la controversia sorta tra la Francia e la Prussia.

Lord Stanley risponde in questi termini: Ho luogo di credere che la proposta di una Conferenza per la questione del Lussemburgo, la quale non fu solamente suggerita dal Governo di Sua Maestà, ma emanò anche da tutte le potenze neutrali, sarà accettata dalla Francia e dalla Prussia. Benché sia forse troppo presto per parlare con assoluta fiducia, pure ho tutte le ragioni di sperare che la questione è in buona via di essere risolta amichevolmente.

Io non saprei dire tutto quello che è avvenuto per questo, perché altri Governi sono interessati nella questione, e non ho il diritto di far conoscere le cose senza il loro consenso; ma colgo l'occasione per esprimere formalmente quello che è stato detto cioè che l'Inghilterra avrebbe manifestata altamente la sua opinione intorno alla questione di diritto nell'affare del Lussemburgo. Al contrario l'Inghilterra ha manifestato la ferma opinione ai Governi di Francia e di Prussia che la questione in discussione doveva essere regolata all'amichevole, e di più ho dichiarato formalmente che se disgraziatamente cominciasse l'ostilità, la posizione che piglierebbe l'Inghilterra sarebbe quella di una rigorosa ed imparziale neutralità. (Applausi). (Times)

— Si legge nel *Globe*:

Il prestigio dell'Inghilterra sul continente risorge, e per la prima volta da molti anni, la politica del governo inglese esercita molta e grande influenza sul procedere degli avvenimenti.

Lord Stanley con una abiliissima politica di mediazione ha potuto togliere dalla questione del Lussemburgo il suo elemento più pericoloso, ed ha condotto le potenze rivali a sottoporre le loro pretese ad una conferenza della grande potenza che deve aver luogo a Londra. E questo tutto quello che l'Inghilterra o qualunque altra potenza poteva fare di meglio per attenuare l'indole seria, degli affari e impedire le ostilità. È un grande trionfo per lord Stanley. Ma non bisogna correre subito a trarne delle conseguenze ottimistiche.

— Si legge nel *Times*:

Il pubblico udì con molto piacere la conferenza data da lord Stanley la sera scorsa che la Francia e la Prussia hanno accettato la conferenza sulla questione del Lussemburgo.

Noi abbiamo avuto una esperienza troppo recente di una conferenza per impedire la guerra quando si trattò della questione danese per credere assolutamente che da una riunione di diplomatici debba necessariamente uscire un accordo pacifico, ma in questo caso l'interesse dei due contendenti sta in fatto nel mantenimento della pace, e le potenze che intervengono

esso il culto del vero e del bello. Otto erano i grandi premi per la pittura mondiale all'Esposizione parigina, e toccarono, oltre che all'Ussi, al Knaut e al Knabak, prussiani, a Ley, belga, a Rousseau, Gerôme, Cabanel, Meissonier, francesi.

Nella scultura, dove certamente l'Italia è in condizioni più floride che nella pittura, è da attendersi un esito ancor più splendido. Infatti si va buccinando con apparenza molta di verità, che tra dei grandi premi per la scultura siano a quest'ora assegnati a tre dei nostri maggiori statuari: Dupré, Vela e Magni. Sa così è, come si dice, possiamo questa volta tener alla fronte; e senza invanire compiacerci nell'intimo del cuore che la patria ch'era un tempo regina della arte non sia in questo venuta meno al suo glorioso passato. Ciò che diciamo per l'Italia tutta a più forte ragione può ripetersi per Firenze, la quale partecipa per la metà con la capitale lombarda, a questo trionfo artistico. Ed a buon diritto: che qui più che altrove le arti crebbero e prosperarono per lungo ordine di tempi; qui più che altrove si appalesa vivace il sentimento del bello, tanto che si può dire talvolta la vita del popolo non rivelarsi per altra via che nell'esercizio di questo culto del bello, quale è trasfuso nelle opere dei nostri classici.

sono tanto sincere nel promuoverla, che abbiamo ragione di sperare che la conferenza sortirà buoni effetti.

Possiamo ad ogni modo congratularci che il governo di questo paese si è adoperato efficacemente per indurre i contendenti a più miti consigli. L'azione della Inghilterra, della Russia e dell'Austria è stata quale si conviene a Stati di primo ordine che si sentono a guardia degli interessi europei, e i hanno scelto il sistema migliore e più prudente coi due antagonisti. Videro che due grandi potenze, gelose e sospettose insieme, erano in cospetto in una questione per se stessa di lieve importanza, ma divenuta altamente pericolosa per la tempra e per la posizione delle due rivali.

FRANCIA. — Il *Moniteur universel* è giunto col comunicato ufficiale relativo ai provvedimenti che il governo imperiale non poteva dispensarsi dal fare onde portare i quadri dell'esercito al loro effettivo normale. Il testo del comunicato riproduce letteralmente la versione che ne venne trasmessa dal telegrafo e che fu pubblicata dalla *Gazzetta* del giorno 30 aprile sotto la rubrica: *Dispacci privati elettrici*.

— L'*Etandard* scrive:

Le nostre corrispondenze di Firenze ci informano che in occasione della vertenza del Lussemburgo, il governo italiano ha fatto delle pratiche ripetute presso la Corte di Berlino affine di impegnarla a prendere delle determinazioni capaci di dare soddisfazione alle legittime vedute della Francia.

— E la *France*:

Le nostre informazioni ci pongono in grado di constatare gli sforzi che il governo italiano non ha cessato di fare presso il gabinetto di Berlino, fino dal momento in cui sono cominciate le trattative, in un senso pacifico.

Nella questione del ducato di Lussemburgo egli ha sempre consigliato alla Prussia tutte le concessioni adatte a facilitare una transazione onorevole per tutte le parti.

— Nel *Mémorial diplomatique* si legge:

Abbiamo inteso dire che l'Inghilterra, l'Austria, la Prussia, la Russia e la Francia saranno rappresentate alla futura conferenza dai loro attuali incaricati presso la Corte di Londra.

Possiamo aggiungere che non si tratta di ammettere in seno alla conferenza uno speciale incaricato nel Lussemburgo. In questa circostanza la diplomazia olandese si incaricherà almeno provvisoriamente di sostenere gli interessi del granducato.

— E più sotto:

Veniamo a sapere da buona fonte che le potenze mediatrici si occupano a persuadere la Prussia e la Francia a desistere dai loro armamenti durante i lavori della conferenza di Londra. Come precedente diplomatico esse invocano il disaccordo diretto il 24 aprile 1864 del sig. Drouyn de Lhuys al principe Labour d'Auvergne, in cui il governo francese insisteva sulla necessità d'impedire al frastuono delle armi di disturbare le deliberazioni che stavano per prendersi a Londra onde regolare il conflitto dano-danese.

La situazione pregevole non è veramente così grave come quella d'allora, perché la guerra era già scoppiata quando la conferenza fu decisa. Tuttavia le potenze credono che sarebbe un rispondere al pensiero saggio ed umano del Congresso di Parigi, il sospendere ogni armamento nel punto di aprire le trattative dirette a mantenere la pace del mondo.

PRUSSIA. — Leggesi nel *Mémorial diplomatique*:

Un telegramma da Berlino, 25 aprile, pubblicato dall'*Indépendance Belge*, revoca in dubbio che la Russia, qualunque consigli la pace, sia disposta ad associarsi in una forma identica alle proposte mediatrici dell'Inghilterra e dell'Austria.

Tale era infatti la illusione della Corte di Berlino, ma la pratica collettiva fatta il 26 corrente dal rappresentante dello Czar unitamente allo ambasciatore inglese per appoggiare le proposte austriache di mediazione non tardò a dissiparla. La non riuscita della missione del conte di Tauffkirchen e il contegno neutrale della diplomazia russa hanno dovuto convincere la Prussia che se ella spinge troppo oltre le cose si troverà ben tosto in un isolamento compiuto.

Il compromesso proposto dall'Austria è troppo onorevole perché il re Guglielmo I possa declinarlo senza assumere la responsabilità di una guerra generale di cui nessuno è in grado di prevedere l'esito e la durata.

— Lo stesso giornale reca:

L'ambasciatore di Prussia a Parigi ha avuto lunedì una lunghissima conferenza col signor marchese di Montier al quale ha comunicato i dispacci ricevuti dal suo Governo e che contenevano lo sviluppo delle notizie pacifiche già trasmesse dal telegrafo.

Una lettera da Berlino in data del 29 aprile e che riceviamo al momento di mettere in torchio, scrive il *Mémorial*, smentisce nei termini più formali l'asserzione di un giornale della

prima, quindi della nazione di cui fa parte. I selvaggi pure possono essere indipendenti e liberi, nel senso materiale della parola; ma se non hanno uno straniero dominatore, né leggi che ne restringano ingiustamente la libertà d'azione, quanto non manca loro per giungere alla civiltà?

Del resto è questo della forma e dei limiti della vera civiltà, soggetto di trattazione non facile, né facilmente esauribile. E noi lasciando i selvaggi in mezzo alle loro vergini foreste, non tenteremo neppure di affiorare l'argomento. Bene osserveremo che anche prima dell'indipendenza e della libertà, un popolo dà segno talora, come il baleno nel buio dei cieli, di sensi altamente civili. Sono magnanimi esempi, sono atti generosi, che testimoniano che il popolo in mezzo al quale si compiono vive, ad onta dei tiranni che lo opprimevano nella tomba. Sono nobili esempi ad atti generosi che talvolta nascono per legge di reazione, ma che sono sempre secondi di bene. E l'Italia, ad onor suo grande e per ventura, molti ne ebbe da registrare negli ultimi tempi, e dove più imbalanzava una cieca tirannide, e quando pareva che questo nuovo Lazaro dei popoli non potesse per virtù di fatti non che di parole uscire dalla tomba.

E poichè uno è il principio del bello, sebbene vari i modi ond'esso s'incarna e si manifesta, ci piace ogni ora veder ancor qui coltivata la musica classica che forse del bello è una delle sorgenti più abbondanti. E come ci pare questo encomiare chi diede vita qui ad associazioni destinate appunta all'esecuzione dei capolavori del genere, così non vogliamo ora lasciare senza una parola di lode, chi promosse i *Concerti popolari di musica classica* che saranno eseguiti in questo mese di maggio al teatro Pagliano. L'aggiunto di *popolari* dato a siffatti concerti e il luogo scelto per eseguirli, ci sono peggi che nel colorire il bel pensiero si abbia avuto in mira di rendere possibile veramente al popolo di godere, col fissare un prezzo che sia alla portata delle borse più umili. In questo modo si raffina il gusto, e si crea, a lungo andare, una tradizione del sentimento, passatela la frase, che può esercitare influenze benefiche tuttocché indirette sulle azioni dell'uomo, e forma a gentilezza l'anima di un popolo. Al quale l'indipendenza è una necessità, la libertà un mezzo, certo il migliore, per progredire nella civiltà; ma l'una e l'altra da sole non bastano. È indispensabile l'educazione del cuore come della mente, dalla quale deriva veramente la libertà dell'individuo

sesta che a Berlino dovesse aprirsi ieri una discussione sulla questione di sapere se l'impegno di sgombrare la fortezza di Lussemburgo sarà preso dalla Prussia prima o dopo la riunione della conferenza.

Il gabinetto di Berlino avendo aderito alla proposta di sottomettere la questione dello sgombrare alle potenze garanti dei trattati del 1839, rifiuta naturalmente di prendere qualsiasi impegno che pregiudicherebbe questa questione e renderebbe per così dire superflue le deliberazioni della Conferenza. La sua adesione alle basi proposte dall'Austria implica il tacito impegno di compiere lo sgombrare se la conferenza, come deve credersi, appoggia energicamente la domanda del re dei Paesi Bassi diretta al richiamo delle truppe prussiane.

La conferenza che deve riunirsi a Londra si limiterà a discutere la base di mediazione formulata dall'Austria e la garanzia collettiva sotto cui la Prussia desidera porre la neutralità del Lussemburgo.

Quest'ultima questione verrebbe tuttavia riservata ad un esame ulteriore in seno della conferenza; perché il signor Stanley ha detto che il gabinetto inglese non può, senza consultare l'opinione pubblica del suo paese, assumere l'obbligo di una garanzia che può implicare un *casus belli*.

— Affine di non ledere le suscettibilità della Prussia e di togliere di mezzo qualunque idea di pressione morale su di lei da parte delle altre potenze garanti, queste paiono d'accordo a desistere che la domanda di sgombrare del Lussemburgo venga direttamente indirizzata al gabinetto di Berlino dal re dei Paesi Bassi nella sua qualità di granduca del Lussemburgo.

St. M. olandese unirà questa domanda colla protesta consegnata nel disaccordo in data 2 luglio 1866 inviata dal signor Tomack, governatore generale del Lussemburgo, al conte Perponcher, ministro di Prussia all'Aja.

— La *Correspondence* di Berlino dice che la guarnigione prussiana di Lussemburgo si compone in questo momento di due reggimenti di fanteria (69° ed 88°) e di tre compagnie d'artiglieria da piazza forte. Il governatore della fortezza è il de Bruschsch, generale di fanteria.

Secondo la stessa *Correspondence* Sarrelouis contiene un solo reggimento di fanteria (70°) ed una compagnia di artiglieria da piazza.

Magonza racchiude quattro reggimenti prussiani di fanteria (19, 82, 81 e 87) e un reggimento di artiglieria di piazza.

Rastadt che altra volta era presidiata da 6000 uomini non è occupata attualmente che da tre battaglioni di truppe badesi.

— Lo stesso giornale fa sapere che la Prussia ha consegnato al granduca d'Assia 10,000 fucili ad ago per armare la sua divisione.

Il governo prussiano ha aggiunto degli applicati militari alle sue ambasciate presso i governi tedeschi del Sud.

— Da Dresda scrivono alla *Gazzetta Universale* tedesca che i Prussiani hanno l'intenzione di fortificare il Lichtenstein, immensa roccia conica posta in faccia alla fortezza di Königsstein in Sassonia. Si sono già conclusi contratti per la fornitura dei materiali.

AUSTRIA. — Si legge nella *Presse* di Vienna:

Sappiamo che la Russia proponendo l'idea della Conferenza nello stesso tempo ha presentato un progetto di programma che attualmente è sottoposto all'esame delle potenze mediatrici, le quali una volta che siano d'accordo, vogliono convertire quel progetto in una proposta comune e raccomandare alla Francia ed alla Prussia di accettarla. La Russia propone che la Conferenza di Londra come Conferenza *ad hoc* si occupi solamente della revisione del protocollo del 1839.

La Francia dalla parte sua vorrebbe che la Conferenza di Londra esaminasse, oltre i trattati del 1839, quelli del 1815 e del 1866, mentre che la Prussia si aspetterebbe di vedere semplicemente riconosciuto dalla Conferenza quello che esse conquistò l'anno scorso.

— Intorno alla mediazione diplomatica nella questione ora pendente, la *Presse* di Vienna narra quanto segue:

In complesso, si discussero due progetti di mediazione, e cioè: a) la neutralizzazione del Lussemburgo unita allo sgombrare e all'atterramento della fortezza; b) cessione del granducato al Belgio, e ammissione di esso alla neutralità, che protegge quest'ultimo. Quest'alternativa era stata accolta favorevolmente, non solo dalla Francia, ma anche dalla Prussia, quantunque essa riguardasse direttamente le pretese acquisite dall'imperatore Napoleone per contratto col re d'Olanda relativo alla cessione del Lussemburgo, perchè il Belgio avrebbe dovuto rilasciare in compenso alla Francia una parte insignificante del suo territorio; essa incontrò però dell'opposizione nel Belgio, specialmente a motivo che il Ministero non si fidava di poter far passare nella Camera i cambiamenti territoriali. Con ciò la vertenza entrò in una nuova fase. L'imperatore Napoleone, come si

aggiunge, per istigazione dell'Austria, lasciò cadere questa combinazione, per evitare fin l'apparenza che egli desiderasse un allargamento territoriale, ma insistette tanto più energicamente nella domanda che la Prussia ritirasse le sue truppe da Lussemburgo. L'Austria tornò allora alla sua prima proposta e ottenne per questa anche l'appoggio dell'Inghilterra e della Russia. La Francia la accolse, come è noto, *invasa*; la risposta della Prussia non è al momento ancora conosciuta.

— Una grande conferenza di deputati deve aver luogo la vigilia dell'apertura della Dieta di Agram affine di sottomettere a una discussione preliminare le questioni più importanti che la Dieta dovrà esaminare. Si spera che il compromesso del Reichstag ungherese verrà adottato in blocco.

Il signor bar. Hock sotto segretario di Stato al Ministero austriaco delle finanze è partito per Berlino per trattarvi la conclusione di un trattato monetario.

La soppressione del monopolio del tabacco è fissata in principio in tutta l'estensione della monarchia austriaca; ma sarà messa in imposta tripla sulla produzione, nelle fabbriche, sul commercio dei tabacchi.

PORTUGALLO. — Si legge nella *Patrie*: I giornali di Lisbona annunciano la morte del sig. di Aguiar, presidente del Consiglio dei ministri del Portogallo. Sappiamo da sorgente sicura che la notizia non è vera e che il signor d'Aguiar al contrario è convalescente.

Le nostre lettere da Lisbona ci informano che la regina, accompagnata dall'Infante don Augusto, duca di Coimbra, fratello del re, prederà il re di Portogallo nel giugno a Parigi. La regina e il suo cognato sperano di arrivare a tempo per assistere al matrimonio del principe Amedeo di Savoia fratello della regina.

AMERICA. — Il *Times* ha da Nuova York 17 aprile:

Gli scioperi tra gli operai diventando tanto frequenti in questo paese da suscitare non poca inquietudine. È solo da due o tre anni che sono frequenti. Gli artigiani prima erano contenti, perché avevano buoni salari, erano certi di essere impiegati regolarmente, e il vivere costava poco. Ora tutto è mutato.

In questo momento non vi sono meno di 15 scioperi.

Le unioni commerciali che cominciano ad essere potenti qui come lo sono in Inghilterra, minacciano di tormentare altrettanto i padroni. Si estendono in tutti gli Stati popolari e dettano le condizioni che piace loro.

— Il *Morning Post* ha da Nuova York 18 aprile:

Il generale Sheridan dice che vuol ordinare che molti di coloro che parteciparono alle risse di Nuova Orleans siano giudicati da una Commissione militare.

A Washington si è organizzata una spedizione scientifica per esplorare l'America russa.

Notizie giunte da Vera Cruz del 7 dicono che la città è sempre strettamente assediata. Secondo le notizie di sorgente imperiale, Miramón dopo avere disfatto Escobedo marciò su Querétaro. Escobedo era assediato in S. Luigi de Mejia.

Le notizie di sorgente repubblicana dicono che Porfirio Díaz aveva preso Puebla. Massimiliano tentò di rompere l'assedio di Querétaro, ma fu disfatto, la città è sempre assediata.

Una nave americana è arrivata a Tampico equipaggiata come le navi da guerra della Repubblica.

VARIETÀ

SOCIETÀ ZOOLOGICA DI ACCLIMAZIONE

Questa benemerita Associazione, fondata in Parigi nel febbraio dell'anno 1854, tiene la sua undicesima pubblica seduta nell'anno marzo.

Il bollettino del mese è tutto dedicato alla descrizione particolareggiata dell'anno, totemo adunanza. Peccato che l'indole di questo giornale non ci conceda di trascrivere per intero l'interessante discorso d'apertura dell'illustra presidente, S. E. il signor Drouyn de Lhuys, generoso fautore di quanto riguarda questa grande

Associazione ed ogni ramo dell'agricoltura, la regina di tutte le industrie. L'acclimazione è un'opera di pazienza e di perseveranza. Il degnò presidente lo dimostrò colla storia dell'introduzione di una modesta pianta, del pino di terra (*solanum tuberosum* dei botanici), importato d'America in Europa, volgarmente ora tre secoli. Non è però che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

E fra i tanti non andrà certo perduto l'alto ammaestramento che ci lasciò la vita intiera di Carlo Poerio, che tutta quanta fu consacrata alla patria, amando ed operando per essa, e tenendo alta la dignità d'uomo e di cittadino al cospetto di chi l'una e l'altra voleva ad ogni patto conculcata. Singolarissimo caso, è solo serbato ai nobilissimi caratteri, fu universale il compianto per la morte di Carlo Poerio. Che ogni italiano senza distinzione alcuna di paese, di grado, di partito, rese a quell'anima intemerata uguale tributo d'amore e di reverenza. E come in vita lui moderato, come dicono, di opinioni restò illeso mai sempre da quegli attacchi che la passione politica del partigiano non risparmiava alle reputazioni più intemerate e agli uomini più onorevoli, così in morte trovò unanimi nel piangere gli uomini i più opposti per dottrine e per fede politica. Questo consenso universale di ammirazione è il monumento più degno dell'illustre uomo, monumento che precede quello che i suoi concittadini gli innalzeranno, e che rimarrà indelebile nelle pagine della nostra storia moderna e nel cuore delle venturose generazioni.

ARTURO.

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella nostra prima giovinezza qualche

Non è che un po' più d'un mezzo secolo che questo vegetale fa parte della pubblica alimentazione, atteso l'indifferenza e la prevenzione dei contemporanei. Rammentiamo d'aver conosciuto nella

MINISTERO D'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Tabella delle Mercantili N° 15.

Prezzi degli infradescritti prodotti agrari venduti dall'8 al 13 del mese di Aprile 1867 nei seguenti mercati.

MERCATI	GIORNO del MERCATO	FRUMENTO (per ettolitro)				GRANTURCO (per ettolitro)		SEGALE (per ettolitro)		AVENA (per ettolitro)		RISO (per ettolitro)				ORZO (per ettolitro)		VINO (per ettolitro)		OLIO D'OLIVA (per ettolitro)				LEGNA (per miriagramma)				PIENO (per miriagramma)		PAGLIA (per miriagramma)		PANE (per chilogramma)			
		TENERO		DURO		Mass.	Min.	Mass.	Min.	Mass.	Min.	MOSTRANO		BERTONE		Mass.	Min.	Mass.	Min.	1ª Qualità		2ª Qualità		Mass.	Min.	Mass.	Min.	Mass.	Min.	Mass.	Min.	1ª Qualità	2ª Qualità		
		Mass.	Min.	Mass.	Min.							Mass.	Min.	Mass.	Min.					Mass.	Min.	Mass.	Min.											Mass.	Min.
		L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.
Alessandria	25	23	75			18	17			9	9	40	32	50		46	36	225	225	162	162	34	34	32	32	60	60	25	25	49	49	42	42		
Asi	26	90	25	35		18	17	55	13	13		7	60	7	60	33	85			52	40	30	25	66	55	30	22	52	50	39	39	30	30		
Casale	27	25	26	50		17	16	55				8	8			32	30			52	40	30	25	66	55	30	22	52	50	38	37	45	45		
Tortona	25	19	24	56		16	16	08				27	97	27	97					157	139					48	48	45	45	45	45	37	37		
Ancona																																			
Aquila																																			
Arezzo	27	75	25	95	27	75	25	58	13	45	12	30	18	55	18	55	7	85	53	51	50	44	43			50	42	143	90	143	90	42	33		
Anghiari	25	62	22	55		14	13	94	16	40						11	68	11	68	39	49	30	53	180	171	171	165	140	140			39	39		
Ascoli	20	71	19	22	22											10	43	10	43	40	39	30	53	180	171	171	165	140	140			39	39		
Avellino	24	01	23	23	27	98	26	26	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	18	24	
Benevento	24	26	18	37	25	01	17	08	17	00	17	00				30	28	30	28	154	151	144	144			19	19	24	24	29	29	31	31		
Bergamo	23	06	21	60												30	28	30	28	154	151	144	144			32	28	22	20	70	62	30	30		
Treviglio	23	06	21	60												30	28	30	28	154	151	144	144			32	28	22	20	70	62	30	30		
Bologna	24	20	22	88	25	30	24	50								30	28	30	28	154	151	144	144			31	25	12	10	49	45	36	36		
Imola	24	20	22	88	25	30	24	50								30	28	30	28	154	151	144	144			31	25	12	10	49	45	36	36		
S. Giovanni Persiceto	24	68	23	67												30	28	30	28	154	151	144	144			31	25	12	10	49	45	36	36		
Belluno	25	78	25	78												14	08	14	08	61	61	21	235	235	180	180	24	24	20	20	29	29	43	43	
Feltre																																			
Braccia	28	20	91													14	14	14	14	40	31	177	177	165	165	31	27	25	23	48	42	35	31		
Chiari	25	71	23	71												14	14	14	14	40	31	177	177	165	165	31	27	25	23	48	42	35	31		
Verolanuova	24	33	21	33												25	33	25	33							25	25	18	18	62	62	32	32		
Cagliari																																			
Callianastata	23	75	22	25	22	25	21	78	16	83	15	30				7	45	7	45	60	60					40	40	22	22	32	32	27	27		
Campobasso	25	24	23	71												10	71	10	71	40	29	148	148	140	140	20	20	25	25	51	51	40	40		
Caserta																																			
Catania																																			
Calatabiano	31	96	28	50	33	20	30	60	19	85	16					15	30	15	30	12	75	28	77	18	108	108			52	48	40	36			
Palagonia	27	30	27	30	31	17	31	17								12	70	12	70	28	77	18	108	108			52	48	40	36	45	45			
Catanzaro	27	30	27	30	31	17	31	17								12	70	12	70	28	77	18	108	108			52	48	40	36	45	45			
Corno																																			
Locco	28	03	25	30												13	10	13	10	22	22	190	190	160	160	34	26	26	20	40	34	42	42		
Locco	25	90	24	50	24	50	23	80	15	70	15					23	20	23	20	19	10					85	75	50	40	44	44	32	32		
Marate	28	03	26	67												32	32	32	32	82	82	30	08									32	32		
Varese	22	03	21	11												32	32	32	32	82	82	30	08									32	32		
Cosenza	22	03	21	11												32	32	32	32	82	82	30	08									32	32		
Cremona	22	03	21	11												32	32	32	32	82	82	30	08									32	32		
Crema	22	03	21	11												32	32	32	32	82	82	30	08									32	32		
Cuneo	25	78	23	50												48	43	40	243	215	60	176	176	30	31	64	56	34	34	44	44	44	44		
Alba	25	78	23	50												48	43	40	243	215	60	176	176	30	31	64	56	34	34	44	44	44	44		
Castellano	25	78	23	50												48	43	40	243	215	60	1													